

Jean-Claude Juncker tente de ramener Donald Trump à la raison

■ Le président de la Commission s'est rendu à Washington avec l'espoir (tenu) de mettre un terme au conflit commercial.

Jean-Claude Juncker s'est rendu ce mercredi à Washington coiffé d'un casque de démineur pour rencontrer le président des Etats-Unis. Reçu à la Maison-Blanche dès 19 h 30 (heure de Bruxelles), le président de la Commission devait tenter de convaincre Donald Trump d'enterrer la hache de guerre commerciale et de ne pas étendre le conflit commercial entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Les relations transatlantiques ont viré à l'aigre depuis que les Etats-Unis ont décidé, en juin dernier, d'imposer des taxes de respectivement 25 et 10 % sur les importations d'acier et d'aluminium européen au nom de la sécurité nationale – prétexte jugé fallacieux par les Européens. L'UE a riposté en portant l'affaire devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais aussi en imposant des droits de douane additionnels sur des produits américains tels que les jeans, le jus d'orange, le beurre de cacahuètes, le bourbon ou les motos Harley-Davidson.

L'UE veut éviter l'escalade

Le conflit risque de dégénérer car M. Trump a le secteur automobile européen dans son collimateur. Furieux que ses compatriotes préfèrent les voitures européennes, et surtout allemandes, aux véhicules *made in America*, il menace de fixer à 20 ou 25 % les droits de douane sur les exportations de voitures européennes. Ces droits sont actuellement de 2,5 % tandis que l'UE taxe à hauteur de 10 % les importations de voitures. Si le président américain devait mettre sa menace à exécution, l'Union ne resterait pas les bras croisés. La commissaire au Commerce Cecilia Malmström a précisé mercredi matin dans les médias suédois qu'"une longue liste de produits américains" seraient ciblés, pour un montant qui pourrait atteindre 20 milliards de dollars.

Avant la rencontre, Donald Trump a dit s'attendre à ce que celle-ci accouche d'un résultat "très positif" et a loué son hôte du jour qu'il a qualifié "d'homme intelligent et [...] très dur" – une version plus policée que l'expression "tueur brutal" utilisée lors du G7 de Charlevoix au Canada, en juin. "L'UE et les Etats-Unis sont des alliés, pas des ennemis", lui a répondu le président de la Commis-

sion, en écho aux déclarations agressives et répétées de Donald Trump envers l'Union. "Nous devons travailler à réduire les tarifs, pas à les augmenter", a-t-il ajouté.

Deux propositions européennes

A son départ de Bruxelles, Jean-Claude Juncker a indiqué qu'il n'était pas "excessivement optimiste" quant à l'issue des discussions avec M. Trump. D'abord parce que la difficulté de l'exercice, pour Jean-Claude Juncker, accompagné par la commissaire Malmström est de comprendre exactement ce qu'entend le président américain lorsqu'il dit que l'Union et les Etats-Unis doivent commercer "sur un pied d'égalité". Donald Trump est obsédé par le déficit commercial de 128 milliards d'euros de son pays vis-à-vis de l'UE, qui tient bien davantage du contexte propre à l'économie américaine, qu'aux taxes et aux normes européennes.

Ensuite parce que le président de la Commission n'est pas muni d'un mandat de négociations en bonne et due forme délivré par les Vingt-huit. M. Juncker ne s'est cependant pas rendu à Washington sans autre argument que des menaces de représailles. L'UE devait suggérer d'ouvrir des négociations entre les pays producteurs d'automobiles – les Etats-Unis, l'UE, mais aussi le Japon et la Corée du Sud – pour éliminer progressivement les tarifs douaniers sur les importations de véhicules automobiles. Cette piste répond au souhait de l'Union de privilégier la voie du multilatéralisme. Mais elle est également envisagée parce que, si l'Union devait négocier avec les seuls Etats-Unis un accord spécifique, elle serait tenue d'accorder aux autres pays producteurs les mêmes avantages que ceux octroyés à la nation la plus favorisée, en vertu de la règle de l'OMC de non-discrimination des partenaires commerciaux.

L'autre proposition européenne devrait retenir l'attention de Donald Trump, qui rêve de l'élimination "des tarifs, des barrières et des subventions". L'Union semble disposée à faire un pas dans la direction du président Trump, en réduisant les tarifs "pour un certain nombre de produits et de services", a déclaré le commissaire au Budget Günther Oettinger, à la radio publique allemande Deutschlandfunk, mercredi. Un TTIP (très) *light*, en quelque sorte, alors que l'accession de

Donald Trump à la Maison-Blanche avait enterré toute perspective de conclure l'accord commercial global transatlantique sur lequel travaillent Européens et Américains.

OleB